

## **EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTES DU MAIRE**

**OBJET** : Travaux fibre optique THD 42.

Le Maire de la Commune de Sury-le-Comtal,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-2 et L.2213-1,
- Vu le Code de la route,
- Vu le Code de la voirie routière,
- Vu la demande d'arrêté en date du mardi 7 septembre 2022 envoyée par la SPTP située 61 boulevard de l'industrie à Saint-Just-Saint-Rambert représentée par Monsieur Philippe LANIEL. L'entreprise SPTP sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public au 15 rue Gambetta.

### **ARRÊTÉ**

**Article 1** : La SPTP précitée, est autorisée à occuper le domaine public au 15 rue Gambetta pour effectuer des travaux de fibre optique à compter du lundi 12 septembre au mardi 20 septembre 2022. **Pendant l'intervention, l'entreprise ne gênera pas la circulation, elle stationnera sur les marquages au sol (rainures blanches) marquant le carrefour entre la rue Gambetta et la rue Victor Hugo. Elle mettra en place une signalisation adaptée au chantier afin d'assurer la sécurité des usagers. L'entreprise ne pourra intervenir les mercredis entre 6h 00 et 14h 00 pour cause de marché et veillera à laisser libre accès les jeudis, au camion de ramassage des ordures ménagères (orduresmenageres@loireforez.fr/0800.881.024).**

**Article 2** : Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de respecter les prescriptions suivantes :

- L'accès aux immeubles riverains, la desserte du chantier et les livraisons devront être assurés en toutes circonstances.
- Les rubans de signalisation seront utilisés dans le seul but de renforcer la visibilité du chantier, et ne pourront permettre, à eux seuls, de délimiter l'emprise du chantier.
- Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de procéder à l'installation de panneaux d'information à chaque extrémité du chantier, qui porteront le nom de la société, le nom de l'entreprise et ses coordonnées, la nature des travaux, la date de début et la durée du chantier.
- Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de protéger les arbres et autres plantations à proximité du chantier.
- Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute salissure aux abords du chantier ainsi que sur les chaussées éventuellement empruntées pour des transports de matériaux divers. Les abords et chaussées feront l'objet de nettoyages périodiques.

**Article 3** : Le permissionnaire à la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

**Article 4** : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terre, dépôt de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état ne devra pas excéder 31 jours (sauf grosses intempéries). En cas de carence ou de négligence de l'entreprise, les services municipaux pourront, après mise en demeure demeurée sans effet sous 24 heures, procéder aux nettoyages et enlèvements nécessaires aux frais du bénéficiaire de l'autorisation.

**Article 5** : La présente est délivrée sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur.

**Article 6** : M. le responsable de la Police Municipale, M. le Directeur des services techniques, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du Présent arrêté. Notification sera faite à l'intéressé.

**Article 7** : Tout recours contre le présent arrêté doit être formé auprès du tribunal administratif de Lyon dans les deux mois à compter de sa publication.

A Sury-le-Comtal, le 7 septembre 2022

L'adjoint délégué  
David COCAGNE



**Délais et voies de recours** : La présente autorisation est susceptible d'un recours pour excès de pouvoir présenté devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa notification à son bénéficiaire.